

Commune de Pontcarré



Mairie

Place Jean Moulin
77135 PONTCARRÉ

Tél. : 01 64 66 31 55 - Fax : 01 64 66 03 35

Email : mairie.de.pontcarre@orange.fr

Site : www.mairiepontcarre.net

MAPA TRAVAUX DE VOIRIE 2016

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - CCAP

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article 28 du Code des marchés publics

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109
du Code des marchés publics : M. le Maire de PONTCARRE

Ordonnateur : M. le Maire de PONTCARRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 – OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENTS
- 1.2 – ÉTENDUE ET FORME DE LA MISE EN CONCURRENCE
- 1.3 – DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS
- 1.4 – FORME
- 1.5 – DURÉE ET DÉLAI DU MARCHÉ
- 1.6 – MAÎTRISE D'ŒUVRE
- 1.7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- 2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES
- 2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

- 3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS
- 3.2 - TRANCHES CONDITIONNELLES
- 3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE
- 3.4 - VARIATION DANS LES PRIX
- 3.5 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

- 4.1 – DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX
- 4.2 – RETARD D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS DE RETARD
- 4.3 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION
- 4.4 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX
- 4.5 – SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

- 5.1 – GARANTIE FINANCIÈRE
- 5.2 – AVANCE FORFAITAIRE
- 5.3 – AVANCE FACULTATIVE

ARTICLE 6 : RÉCEPTION

ARTICLE 7 : DÉFAILLANCE DU TITULAIRE

ARTICLE 8 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

ARTICLE 9 : RYTHME DES ACOMPTES, DES PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS ET DU SOLDE

ARTICLE 10 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

ARTICLE 11 : ASSURANCE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - OBJET DU MARCHE – EMBLEMENTS

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent : **Les travaux de voirie 2016** :

Réfections et réparations importantes de voirie communale :

1. **Dispositif d'Alerte Statique (bandes rugueuses)**
2. **Rue de l'Église**
3. **Allée des peupliers**
4. **20 rue du Chemin Vert**
5. **38 rue du Chemin Vert**
6. **66 Grande Rue**
7. **90 ter Grande Rue**
8. **93/95 Grande Rue**
9. **97 bis/99 Grande Rue**
10. **101 Grande Rue**
11. **111 Grande Rue**
12. **24 rue Dorothée**
13. **Chemin de Ronde**
14. **Petit Château Entrée Charretière Nord**

1.2 - ETENDUE ET FORME DE LA MISE EN CONCURRENCE

Le marché est passé selon une procédure adaptée (Art. 28 CMP)

1.3 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Unique

1.5 - DUREE – DELAI DU MARCHE

La durée d'exécution du marché est fixée dans l'Acte d'engagement (Art.3).

1.6 - MAITRISE D'OEUVRE

Le maître d'œuvre est : **Monsieur le Maire**, la mission du maître d'œuvre est le suivi des travaux.

1.7 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – PIECES PARTICULIERES

L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :

- Le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Décomposition du Prix Général Forfaitaire (DPGF) ;
- Le règlement de consultation.

2.2 – PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret 76-87 du 21 Janvier 1976 modifié ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;

ARTICLE 3 : PRIX - VARIATIONS DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

3.2 - TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet

3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents.

Les prix du marché sont fermes, actualisables et non révisables.

Détermination des prix de règlement

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (m0).

Les prix du marché seront établis hors taxes sur la quantité réellement réalisées en appliquant le prix unitaire HT indiqué au DQE servant cadre de DPGF.

Modalités de règlement des comptes

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.4 - VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisables mais non actualisables.

3.5 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du C.C.A.G. Travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du C.C.A.G. Travaux ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 - RETARD D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD

Le délai d'exécution des ouvrages aura son origine à la date de notification à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage, de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Les dispositions du CCAG Travaux sont seules applicables.

Les pénalités seront déduites des sommes à valoir au prestataire.

4.3 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle du 1er alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle du 2ème alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
pluie gel	5 mm de 8 H à 18 H (-) 2° C pendant 5 jours

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : **MELUN-VILLAROCHE**.

4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G., sans préjudice d'une pénalité de 150,00 Euros par jour de retard.

4.5 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Sans objet.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - GARANTIE FINANCIERE

Une retenue de garantie de 5,00 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article 100 du Code des marchés publics.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de

garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5.2 - AVANCE FORFAITAIRE

Conformément aux conditions précisées dans les articles 87 et suivants du CMP, une avance pourra être accordée.

5.3 - AVANCE FACULTATIVE

Aucune avance facultative ne sera versée

ARTICLE 6 : RECEPTION

Les articles 41 et 42 du CCAG devront être strictement respectés.

Chaque zone de travaux devra faire l'objet d'une procédure de réception de travaux dans les formes réglementaires.

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 et 42.1 du C.C.A.G., la réception a lieu à l'achèvement de l'ouvrage.

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 7 : DEFAILLANCE DU TITULAIRE

La Commune de PONTCARRE dispose de la possibilité de s'adresser à un autre prestataire en cas de défaillance du titulaire du marché et aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8 : HYGIENE ET SECURITE

Les mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre en compte par le titulaire. Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de santé. Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 9 : RYTHME DES ACOMPTES, DES PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS ET DU SOLDE

Les prestations seront payées après service fait sur présentation d'une facture détaillée.

Les factures seront adressées à l'adresse suivante :

MAIRIE DE PONTCARRE – Place Jean Moulin – 77135 PONTCARRE

ARTICLE 10 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 11 : ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté : une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.